

1

I-2004-0-M-0417-01 (253)

Motion

La **Chambre des député-e-s**

considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée en 1993 par la Chambre des Députés ainsi que les objectifs du protocole de Kyoto;

considérant la responsabilité historique des pays industrialisés et notamment européens face au problème des émissions des gaz à effet de serre (cf. les émissions élevées de CO₂ par tête d'habitant);

considérant que le Luxembourg fait figure de pays grand producteur d'émissions de gaz à effet de serre;

considérant que la consommation de carburants a une influence importante sur nos émissions;

considérant que la majorité de la consommation de carburant n'est pas imputable à la flotte véhiculaire du Luxembourg mais qu'elle est le résultat du phénomène dit du "Tanktourismus";

considérant que le plan d'allocation national part de l'hypothèse que le Luxembourg va rater ses engagements de réduction de 3 millions de tonnes de CO₂;

considérant que les droits d'émissions supplémentaires devraient le cas échéant être achetés sur le marché international;

considérant que dans la stratégie pour atteindre l'objectif contraignant de Kyoto un des axes consiste à freiner la tendance à l'augmentation intense du trafic routier et de la consommation de carburants d'ici 2012;

Invite le Gouvernement

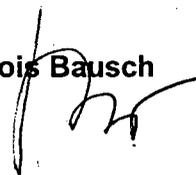
à faire une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène du "Tanktourismus";

à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012.

Camille Gira



François Bausch



Felix Braß



Jean Huss



Henri Kox

